

Des députés LREM veulent pulvériser la Métropole du Grand Paris

Par Sibylle Vincendon — 16 décembre 2020

Le député LREM Guillaume Gouffier-Cha Photo Ludovic Marin. AFP

Emmenés par Guillaume Gouffier-Cha (Val-de-Marne) et Pacôme Rupin (Paris), les parlementaires ont déposé une proposition de loi pour supprimer la MGP. Avec peu de chances d'aboutir.

En trois ans d'existence, la Métropole du Grand Paris (MGP) n'a pas encore trouvé sa place. Les habitants des 131 communes qui la composent la connaissent peu et la persistance des inégalités territoriales atteste de son échec majeur. En 2017, l'Insee établissait le taux de pauvreté de Neuilly-sur-Seine à 8 % contre 31 % à Sevran. Rien ne porte à penser que cela ait changé depuis. La Métropole du Grand Paris n'assure pas sa fonction de rééquilibrage.

«En finir avec un échelon territorial peu lisible»

Guillaume Gouffier-Cha (LREM, Val-de-Marne) est l'initiateur, avec Pacôme Rupin (LREM, Paris), d'une proposition de loi *«visant à institutionnaliser une réforme du Grand Paris»*. Ce qui cloche à leurs yeux, c'est *«la double couche»* de douze établissements publics territoriaux (EPT) et d'une métropole. Les deux parlementaires ont déposé cette proposition de loi pour *«en finir avec l'échelon territorial peu lisible et inopérant qu'est la Métropole du Grand Paris»*. C'est écrit tel quel dans l'exposé des motifs où on lit également qu'il *«semble possible de simplifier sans tout casser»*.

Cette initiative a-t-elle une chance d'aboutir ? *«Aucune, répond Emmanuel Grégoire, premier adjoint à la maire de Paris. Ils ne sont soutenus ni par le groupe ni par le gouvernement.»* De fait, même si Emmanuel Macron avait affirmé pendant sa campagne qu'il réformerait le Grand Paris, il s'est bien gardé depuis d'ouvrir cette boîte à claques. Interrogée sur la possibilité d'introduire cette réforme dans la future loi 4D (décentralisation, différenciation, déconcentration, décomplexification), la ministre de la Cohésion des territoires Jacqueline Gourault a répondu que le temps était *«trop court pour faire cette réforme»* mais que cela n'empêchait pas *«d'y travailler»*.

«Un club de maires et un guichet»

Alors, pourquoi cette tentative ? *«Nous la République en marche, on n'a pas de maires mais on voit des gens qui ne se parlent pas. La Métropole du Grand Paris, aujourd'hui, c'est la IV^e République»*, raille Guillaume Gouffier-Cha. Cela suffit-il pour tenter de la faire disparaître du paysage et d'ailleurs, pourquoi tenter un coup perdu d'avance ? *«On pense que c'est faisable d'ici 2022 mais sinon, on le fait pour "cranter" le sujet par la suite»*, répond Pacôme Rupin.

Le diagnostic des deux marcheurs n'est pas complètement faux. Même si les parlementaires n'évoquent pas une seule fois dans leur proposition comment une disparition de la métropole pourrait corriger les inégalités territoriales, ils font constat que l'institution actuelle n'y est pas parvenue. Toutefois, en partant du même postulat, d'autres élus réclament à l'inverse que le Grand Paris ait davantage de pouvoir.

«Aujourd'hui, c'est un club de maires et un guichet, résume ainsi Ivan Itzkovitch, élu UDI à Rosny-sous Bois et conseiller métropolitain jusqu'aux dernières municipales. La métropole dispose de 3,5 milliards de ressources fiscales mais Patrick Ollier a voulu qu'ils retournent vers les territoires sans aucune perte financière.» Le président *«saupoudre»* ce qui reste et ne veut fâcher personne. Cette recherche permanente du consensus a fini par bloquer l'institution qui n'a pu adopter aucun de ses deux grands documents d'orientation. Le Plan métropolitain du logement et de l'hébergement et le Schéma de cohérence territoriale n'ont pas été votés.